

STATUTS DE LA FEDERATION NATIONALE DE L'INFORMATION D'ENTREPRISE, DE LA GESTION DE CREANCES ET DE L'ENQUÊTE CIVILE (F.I.G.E.C.)

Organisation professionnelle régie par
les articles L. 2131-1 et suivants du Code du Travail
- Association à but non lucratif –

STATUTS Modifiés le 1er décembre 2015

ARTICLE 1 : Dénomination

Conformément à la loi du 21 mars 1884, modifiée par la loi du 12 mars 1920 et la loi du 23 février 1927, actualisée aux articles L. 2111-1 et suivants du Code du travail, une organisation professionnelle est formée entre les professionnels de la gestion du poste clients, de l'enquête civile, de l'aide à la décision, de l'information d'entreprise, de l'acquisition et de la cession de créances, et plus généralement de tout professionnel concourant directement ou indirectement à l'information d'entreprise et à la gestion de créances que la Fédération jugerait opportune de s'adjoindre à la condition qu'ils adhèrent aux présents statuts et exercent leur activité en France Métropolitaine et dans les Départements d'Outre-Mer, ainsi que dans la principauté de Monaco ou dans l'Union Européenne.

Cette organisation professionnelle a la dénomination suivante :

- Fédération nationale de l'Information d'entreprise, de la Gestion de créances et de l'Enquête Civile (FIGEC)

ARTICLE 2 : Siège

Le siège de la FIGEC est situé Immeuble Via Verde - 55 Place Nelson Mandela - 92000 NANTERRE.

Il pourra être transféré en tout autre endroit en Ile de France par simple décision du Conseil d'Administration et partout ailleurs sur décision de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 3 : Objet – But et Moyens

La FIGEC a notamment pour objet, pour le compte des professions indiquées à l'article 1 :

- de resserrer les liens de confraternité qui doivent unir les membres desdites professions ;
- de faciliter l'étude des questions d'ordre général et économique concernant leurs activités ;
- de représenter et de défendre leurs intérêts généraux et particuliers dans le cadre de leurs activités notamment dans leur rapport avec le Gouvernement, le Parlement, les Chambres Consulaires, les Administrations publiques et privées, les instances européennes, les autres chambres syndicales, les organisations économiques, les médias et tous les tiers en général ;
- de soumettre aux pouvoirs publics leurs besoins et d'en poursuivre la réalisation ;
- d'encourager leur développement ;

- de fournir à ses adhérents des renseignements utiles à l'exercice de leurs activités ou fournir des services ;
- d'aider à concilier les différends internes qui lui seront soumis et de donner un avis sur les questions litigieuses sur lesquelles elle sera consultée ;
- de négocier les accords collectifs avec les partenaires sociaux et les pouvoirs publics ;
- de créer, promouvoir, défendre et faire respecter les règles de professionnalisme et de déontologie qui auront été définies par ses instances ;
- d'assurer la communication institutionnelle de la profession.

ARTICLE 4 : Obligations

Toutes discussions politiques ou religieuses sont interdites.

La FIGEC ne poursuit aucun but lucratif.

ARTICLE 5 : Durée de l'organisation professionnelle

La durée de la FIGEC est illimitée.

TITRE I

CANDIDATURES ADMISSIONS, COLLEGES, COTISATIONS & RADIATION

ARTICLE 6 : Conditions d'admission

Peuvent adhérer à la FIGEC, les personnes physiques ou morales inscrites au Registre du Commerce et pratiquant une ou plusieurs des activités visées à l'article 1.

Les personnes physiques ou les représentants des personnes morales ne doivent pas être déchus de leurs droits civils et doivent être porteurs d'un casier judiciaire vierge.

Les conditions d'admission fixées par le présent article sont :

6.1. Conditions communes

L'entreprise candidate doit adhérer sans réserve aux présents statuts et s'engager expressément à respecter les décisions prises tant par les organes dirigeants de la FIGEC que par les organes dirigeants de toute union syndicale à laquelle la FIGEC sera adhérente.

L'entreprise candidate devra par ailleurs s'engager à respecter scrupuleusement les législations en vigueur.

La demande d'admission à la FIGEC et les modalités de leur traitement sont fixées à l'article 9 des présents statuts.

La démission de la FIGEC est notifiée au Président par lettre recommandée avec accusé de réception et prend effet à compter de la réception de cette lettre, dans le respect des dispositions de l'article 11 « cotisations » des présents statuts.

6.2. Membres actifs

Ont qualité de membres actifs les entreprises, à jour de leur cotisation, dont l'activité est conforme aux dispositions de l'article 1.

Lorsque l'activité d'une entreprise candidate est multiple, le Bureau étudie sa répartition et apprécie souverainement si la candidature est recevable.

6.3. Les membres associés

Les membres associés sont des personnes physiques ou morales qui ne peuvent pas être membres actifs mais dont la collaboration avec la FIGEC peut accroître la notoriété de celle-ci ou faciliter la réalisation des objectifs qu'elle s'est fixés.

Pour les personnes morales, une cotisation, dont le montant est fixé par le Conseil d'administration, peut être demandée.

Ils participent aux congrès et conférences et reçoivent la documentation de la FIGEC. Ils ne peuvent assister aux assemblées générales et aux réunions du Conseil d'Administration que sur invitation, à titre consultatif, et n'y ont pas le droit de vote.

ARTICLE 7 : Membres d'honneur

Les membres d'honneur sont des personnes physiques que la FIGEC entend honorer. Ils sont nommés par le Conseil d'Administration.

Ils ne peuvent assister aux assemblées générales et aux réunions du Conseil d'Administration que sur invitation, à titre consultatif, et n'y ont pas le droit de vote.

ARTICLE 8 : Les collèges

Les membres de la FIGEC peuvent se répartir en collèges en fonction de leur activité. Le nombre et la composition des collèges sont fixés par l'Assemblée Générale extraordinaire dans le Règlement Intérieur de la Fédération.

ARTICLE 9 : Candidatures

Toute demande d'admission doit être adressée par écrit au Président. La demande doit comporter l'engagement du paiement régulier de la cotisation annuelle et du respect des conditions d'admission à la FIGEC.

Le Bureau a pleins pouvoirs pour instruire toute demande de candidature.

Le dossier d'admission est ensuite étudié par le Conseil d'Administration. Sa décision d'admission ou de refus est souveraine, elle n'a pas à être motivée.

L'admission est prononcée en Conseil d'Administration à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

L'adhésion à la FIGEC emporte l'acceptation des statuts, du Règlement Intérieur et de l'ensemble des règles professionnelles ou déontologiques émises ou préconisées par la FIGEC à la date de l'admission.

ARTICLE 10 : Les ressources

Les ressources de la FIGEC se composent :

- ✓ des cotisations versées par ses membres ;
- ✓ des droits d'entrée, des contributions particulières et de toute autre recette licite ;
- ✓ des subventions, dons et legs ;
- ✓ du revenu de ses biens.

ARTICLE 11 : Cotisations

La cotisation est annuelle. Elle court du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Les cotisations sont votées par l'Assemblée Générale des adhérents sur proposition du Conseil d'Administration.

Le paiement est adressé au Trésorier, au siège de la FIGEC. Le défaut de paiement dans le délai qui lui est imparti peut entraîner la radiation de l'adhérent sur décision du Conseil d'Administration.

Seuls les membres à jour de leurs cotisations peuvent se prévaloir de leur appartenance à la FIGEC.

En cas de démission, de radiation ou de fusion absorption avec une autre entreprise, la cotisation correspondant à l'année en cours est entièrement due ; elle est acquise à la FIGEC et non remboursable.

En cas d'adhésion en cours d'année, la cotisation fera l'objet d'une proratisation, à compter du 1^{er} juillet, en fonction de la date d'entrée du membre.

ARTICLE 12 : Radiation

La qualité de membre adhérent se perd par :

- ✓ le non-paiement de la cotisation ;
- ✓ un comportement fautif de nature à porter atteinte aux intérêts de la profession, de la FIGEC ou d'un autre membre adhérent.

La radiation est prononcée par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 13 : Gouvernance

Les organes de la FIGEC sont l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration et le Bureau.

TITRE II

L'ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 14 : Composition

L'Assemblée Générale se compose de tous les membres adhérents, actifs, des membres associés et des membres d'honneur de la FIGEC dès lors que ces deux dernières catégories de membres ont été invités par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 15 - Réunions

15-1 - Assemblée Générale ordinaire

Elle se réunit une fois par an, le 30 juin au plus tard.

15-2 - Assemblée Générale extraordinaire

Elle se réunit, si les circonstances l'exigent et aux fins de modifications des statuts. Elle peut se réunir sous forme de conférence téléphonique ou de visio-conférence, ou par tout autre moyen approprié.

ARTICLE 16 : Convocation

Les convocations sont adressées par courrier postal ou électronique au plus tard 15 (quinze) jours avant la date de la tenue de l'Assemblée Générale.

Les dates, heures et lieux de réunion sont fixés par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 17 : Procès-verbal

Il est tenu procès-verbal des séances par le Secrétaire. Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire.

ARTICLE 18 : Quorum

18-1 - Assemblée Générale ordinaire

Pour délibérer, l'Assemblée Générale ordinaire doit être composée au moins du quart des adhérents. Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée est convoquée à nouveau avec un minimum de 15 (quinze) jours d'intervalle.

Elle délibère valablement quel que soit le nombre d'adhérents présents, mais seulement sur les questions à l'ordre du jour de la première convocation.

Le quorum est fixé à deux tiers des droits de vote présents ou représentés.

ARTICLE 19 : Décisions

L'Assemblée Générale vote à main levée. Les membres peuvent toutefois décider de procéder par vote à bulletin secret, sur proposition du Conseil d'Administration, ou à la demande de 25 % des adhérents présents ou représentés.

Le vote par correspondance et le vote par fax ou électronique sont autorisés.

Les décisions en Assemblée Générale ordinaire et en Assemblée Générale extraordinaire sont prises à la majorité simple.

ARTICLE 20 : Admissions aux assemblées générales et conditions de vote

Ne sont admis aux assemblées générales et ne peuvent voter que les membres à jour de leurs cotisations et ayant satisfait aux formalités prescrites par les statuts et/ou le règlement intérieur de la FIGEC.

ARTICLE 21 : Mandat

Tout membre adhérent à la FIGEC a le droit de se faire représenter à l'assemblée par un autre adhérent, en remettant à ce dernier un mandat (pouvoir).

Le mandataire ainsi désigné aura autant de voix en sus de la sienne qu'il possèdera de pouvoirs sans que le nombre puisse dépasser trois.

ARTICLE 22 : Ordre du jour

L'Assemblée Générale ne peut délibérer que sur les questions à l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration fixe cet ordre du jour dans sa séance immédiatement antérieure à l'Assemblée Générale et tiendra compte des propositions écrites qu'il aura reçues des adhérents au moins 15 (quinze) jours avant la tenue de l'assemblée.

ARTICLE 23 : Le Bureau

Le Bureau de l'Assemblée Générale est le même que le Bureau du Conseil d'Administration.

ARTICLE 24 : Souveraineté

L'Assemblée Générale est l'organe souverain de la FIGEC.

ARTICLE 25 : Élection des administrateurs et rapports annuels

L'Assemblée Générale ordinaire élit à bulletin secret les membres titulaires du Conseil d'Administration qui ont la possibilité de désigner un suppléant, lequel doit être agréé par le Conseil d'Administration.

Sur décision des deux tiers des membres présents, le vote peut avoir lieu à main levée.

L'Assemblée Générale ordinaire approuve le rapport annuel de gestion qui comprend le rapport moral et financier. Elle approuve également le rapport d'orientation.

TITRE III

Le Conseil d'Administration

ARTICLE 26 : Composition

Le Conseil d'Administration est composé de personnes physiques ou de personnes morales qui peuvent déléguer leur pouvoir de décision à un suppléant désigné en même temps que le titulaire pour la durée du mandat, avec l'approbation du Conseil d'Administration.

Les personnes morales seront obligatoirement représentées par une personne physique dûment mandatée.

ARTICLE 27 : Nombre et durée du mandat d'Administrateur

Le nombre de membres du Conseil d'Administration est fixé à 11 (onze) au maximum et à 5 (cinq) au minimum (titulaires et suppléants), selon les dispositions expressément prévues au Règlement Intérieur.

Le nombre d'administrateurs par collège est déterminé par le Conseil d'Administration au prorata du nombre d'adhérents par collège de l'année précédant le renouvellement.

Les suppléants n'ont pas de voix, sauf s'ils remplacent le titulaire.

Les membres sont élus pour 2 (deux) ans par l'Assemblée Générale ordinaire.

Les candidats sont élus aux suffrages des membres adhérents en vertu des présentes dispositions statutaires et de celles du Règlement Intérieur.

Un membre élu au Conseil d'Administration qui prend sa retraite en cours de mandat, peut exercer son mandat jusqu'à son terme, avec l'accord exprès de son employeur, dûment notifié à la FIGEC.

Si le représentant d'un membre démissionne du Conseil d'Administration, pour quelque raison que ce soit, sans que la société membre ne démissionne de la FIGEC, le membre peut présenter un nouveau représentant de son choix en tant qu'administrateur, sans que l'approbation de l'Assemblée Générale ou du Conseil d'Administration ne soit requise et ce, pour la durée du mandat d'administrateur de son prédécesseur restant à courir.

Les membres sortants sont rééligibles à condition de respecter l'article 29 et les conditions expresses prévues au Règlement Intérieur.

ARTICLE 28 : Les postes vacants

Les postes vacants peuvent ne pas être remplacés tant que le Conseil d'Administration comporte au moins 5 (cinq) membres.

En deçà de ce nombre, des élections partielles en Assemblée Générale ordinaire sont provoquées dans un délai de 6 (six) mois afin de pourvoir au(x) remplacement(s) du ou des postes vacants.

Les membres élus en remplacement d'un poste vacant ne demeureront en fonction que pendant la durée restant à courir du mandat de leur prédécesseur.

Les fonctions de membres du Conseil d'Administration sont exercées à titre gratuit.

ARTICLE 29 : Conditions d'éligibilité et maintien au sein du Conseil d'Administration

Pour qu'un membre soit éligible et maintenu au Conseil d'Administration, les conditions suivantes sont requises :

- ✓ avoir la qualité de membre actif ;
- ✓ ne pas être sous le coup d'une liquidation judiciaire ;
- ✓ avoir proposé sa candidature dans les conditions prévues par le Règlement Intérieur ;
- ✓ le représentant légal et/ou le membre actif ne doivent pas être sous le coup d'une interdiction de gestion.

ARTICLE 30 : Élection des membres du Conseil d'Administration

Les Administrateurs sont élus à la majorité des membres.

Seuls les candidats ayant obtenu la majorité absolue des suffrages des membres présents ou représentés sont élus au premier tour de scrutin. Lorsqu'un deuxième tour de scrutin est nécessaire, seuls les candidats ayant recueilli plus de 30% des suffrages sont admis à maintenir leur candidature. A l'issue du deuxième tour de scrutin, seuls les candidats ayant recueilli la majorité absolue sont élus.

ARTICLE 31 : Titulaire & suppléant

Il n'est autorisé qu'un seul représentant par membre adhérent au Conseil d'Administration qui peut déléguer un suppléant présenté et désigné en même temps que lui.

ARTICLE 32 : Conditions de délibération

Le Conseil d'Administration ne délibère valablement qu'en présence de la moitié au moins de ses membres.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Sans préjudice des dispositions du premier alinéa, chaque membre du Conseil d'Administration ne peut pas détenir plus de 2 (deux) pouvoirs de ses homologues.

ARTICLE 33 : Prorogation de mandat

Si à l'échéance de leurs mandats l'Assemblée Générale n'a pas procédé à leur renouvellement ou à leur remplacement, le mandat des Administrateurs concernés est prolongé jusqu'à la tenue de la première Assemblée Générale tenue sans que cette prolongation puisse être supérieure à un an.

Passé ce délai, les mandats concernés cessent d'office.

ARTICLE 34 : Fréquence

Le Conseil d'Administration se réunit au minimum 3 (trois) fois par an sur convocation de son Président ou de la moitié de ses membres. Le Conseil d'Administration peut se réunir sous forme de conférence téléphonique ou de visio-conférence, ou par tout autre moyen approprié.

Les séances du Conseil d'Administration sont présidées par le Président ou à défaut par le Vice-président.

ARTICLE 35 : Pouvoir

Le Conseil d'Administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour administrer la FIGEC et gérer son patrimoine. Pour ce faire, le Conseil d'Administration est chargé :

- ✓ de décider de l'admission des membres ;
- ✓ d'assurer l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale dont il exerce les pouvoirs de délégation ;
- ✓ de veiller à l'application des vœux émis et des résolutions prises par l'Assemblée Générale d'examiner des questions administratives et financières et de soumettre des rapports voulus à l'Assemblée Générale ;
- ✓ de rédiger, de mettre à jour et de faire évoluer les chartes de déontologie et le Règlement Intérieur.

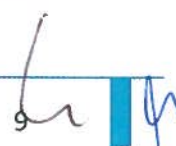
TITRE IV

LE BUREAU

ARTICLE 36 : Composition

La FIGEC est administrée par un Bureau composé au minimum de 4 (quatre) et au maximum de 6 (six) membres, élus au sein du Conseil d'Administration pour deux ans, à la majorité absolue des voix des membres présents au premier tour, à la majorité relative au deuxième tour.

La fonction de membre du Bureau, est intuitu personae ; ainsi, en cas de démission, le membre du Bureau n'est pas automatiquement remplacé par le nouvel administrateur présenté par la société membre.



ARTICLE 37 : Désignation des fonctions

Dès son élection, le Bureau procède à l'élection à bulletin secret ou non et à la majorité, des fonctions suivantes :

- ✓ Président ;
- ✓ Vice-président ;
- ✓ Secrétaire ;
- ✓ Secrétaire-adjoint ;
- ✓ Trésorier ;
- ✓ Trésorier-adjoint.

Les fonctions de Président, Vice-président, Trésorier et Secrétaire sont impératives. Ainsi en cas de vacance d'une de ces trois fonctions, il doit être procédé par le Conseil d'Administration à l'élection d'un remplaçant.

Ces fonctions sont gratuites.

ARTICLE 38 : Administration

Le Bureau administre le patrimoine de la FIGEC dans les termes et limites de la loi, décide de l'emploi ou du dépôt des fonds disponibles, dresse le budget, ordonne les dépenses et les recouvrements, accepte les dons et legs et subventions, décide les achats et les ventes, transige, compromet, nomme et renvoie les agents, employés et comptables, présente chaque année à l'Assemblée Générale un rapport sur l'ensemble des opérations de l'exercice et sur la situation financière.

ARTICLE 39 : Responsabilité

Les membres du Bureau ne contractent à raison de leur gestion aucune obligation personnelle ni solidaire avec les membres ou les tiers.

ARTICLE 40 : Pouvoir du Président

Le Président représente la FIGEC.

Il préside les réunions du Conseil d'Administration, de l'Assemblée Générale et du Bureau.

Il dirige les discussions, surveille et assure l'observation des statuts et les règlements intérieurs, signe tout acte, toute mesure ou tout extrait de délibération intéressant la FIGEC, représente la FIGEC vis-à-vis des tiers et de l'autorité publique, exerce les actions judiciaires en demande ou en défense.

En cas d'empêchement du Président, le Vice-président assure l'intérim.

ARTICLE 41 : Mission du Secrétaire

Le Secrétaire est dépositaire des registres, états et documents concernant l'administration de la FIGEC. Il rédige les procès-verbaux des séances.

En cas d'absence, il est remplacé par le Secrétaire-adjoint ou l'un des membres du Bureau.

ARTICLE 42 : Mission du Trésorier

Le Trésorier est dépositaire des fonds. Il recouvre les cotisations et autres créances, solde les dépenses, soumet les états de recettes et dépenses à la vérification du Bureau et du Conseil.

Il dresse en fin d'année les comptes de l'exercice annuel qui sont soumis au vote de l'Assemblée Générale.

Il est chargé d'effectuer tout dépôt et retrait d'euros au crédit et/ou débit d'un compte ouvert au nom de la FIGEC dans un établissement ou un organisme bancaire.

En cas d'absence, il est remplacé par le Trésorier-adjoint

ARTICLE 43 : Intervention extérieure

Le Bureau peut admettre à ses séances toute personne qu'il juge opportun d'entendre.

ARTICLE 44 : Obligations

Les membres du Bureau doivent assister en personne aux séances.

ARTICLE 45 : Fréquence

Le Bureau se réunit sur convocation de son Président, au moins 3 (trois) fois par an ou à la demande de 2 (deux) membres au moins du Bureau. Le Bureau peut se réunir sous forme de conférence téléphonique ou de visio-conférence, ou par tout autre moyen approprié.

Les décisions du Bureau sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

TITRE V

MODIFICATION DES STATUTS - DISSOLUTION – LIQUIDATION –

ARTICLE 46 : Modification des statuts

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale réunie en séance extraordinaire sur la proposition du Président ou de la majorité des membres de la FIGEC.

Les règles de quorum et de délibération sont fixées aux articles 18-2 et 19 des statuts.

ARTICLE 47 : Dissolution & Liquidation

La FIGEC peut être dissoute sur la proposition du Conseil d'Administration par un vote de l'Assemblée Générale extraordinaire qui se réunit dans les conditions prévues à l'article 18-2 des statuts.

La dissolution ne peut intervenir qu'à la majorité des 3/4 trois quart des membres présents ou représentés.

Le Bureau sera chargé de procéder à la liquidation et l'Assemblée Générale extraordinaire décidera de l'emploi de l'actif net, conformément aux lois en vigueur.

La liquidation se fera dans les conditions prévues par la Loi.

TITRE VI

REGLEMENT INTERIEUR

ARTICLE 48 :

Le Règlement Intérieur précise les modalités particulières de fonctionnement de la FIGEC, ainsi que les obligations des membres entre eux.

Le Règlement Intérieur s'impose aux membres dès sa publication.

Il est soumis à la ratification de l'Assemblée Générale extraordinaire.

Il peut être complété ou modifié sur proposition du Conseil d'Administration, soumise à l'Assemblée Générale extraordinaire.

Fait à Nanterre, le 1^{er} décembre 2015

La Présidente


Nathalie Lameyre

La Secrétaire


Anne Willart